

---

# Les élites franco-américaines et le recours au passé (1880-1940)

---

Yves Roby  
*Département d'histoire*  
*Université Laval*

À travers l'étude du recours que les élites font à l'histoire, mon but est de proposer une lecture des rapports que la société franco-américaine entretient avec son passé. Les élites dont il est question ici sont celles qui luttent pour assurer la survie en terre américaine de la religion, de la langue et des coutumes héritées du Canada français. À chaque génération, ces élites, confrontées à l'influence délétère du milieu ambiant, aux choix changeants de leurs compatriotes, à des ennemis réels ou parfois imaginaires, luttent différemment, au nom d'un projet de société en constante évolution. Ces luttes génèrent ou alimentent des discours dans lesquels l'histoire occupe une place de choix.

Les élites invoquent l'expérience du passé pour expliciter, justifier les choix qu'elles proposent, lutter contre les ennemis qu'elles reconnaissent et imaginent ou encore pour susciter l'enthousiasme des jeunes en faveur de la survivance. Chacune de ces invocations constitue aussi un élément d'une réaction au regard de l'Autre. C'est autour de ce regard de l'Autre – le Québécois, l'évêque « irlandais », le « nativiste » américain – que j'ai structuré ma réflexion.

## « CANAILLES OU COMMISSIONNAIRES DE DIEU ? »

En Nouvelle-Angleterre, les émigrés canadiens-français et leurs descendants, à peine 37 420 en 1860, sont 208 000 en 1880 ; 20 ans plus tard on évalue leur nombre à 573 000 (Vicero, 1968 : 275-276). Les petites agglomérations dispersées et isolées du début sont devenues des centres parfois considérables où se développe une vie catholique et française très intense. Au dire de certains observateurs, les Canadiens français qui s'y regroupent forment une nationalité distincte par la langue, les coutumes, la religion ; leur importance économique, politique et sociale est très grande.

Tout cela peut-il être l'œuvre de traîtres, de déserteurs, de faïnés, de dévoyés, comme l'affirment au début les élites québécoises désireuses d'enrayer l'exode de leurs compatriotes ? Si l'émigration a lieu, se demandent de plus en plus de gens après 1870, ne serait-ce pas que Dieu le veut et qu'il a en vue une mission pour la nation canadienne-française en Amérique ? Cette mission, commence-t-on à dire, ne serait-elle pas d'être en terre américaine ce que les Français ont été pour l'Europe : des pionniers, des messagers, des zélés de la foi, de la civilisation chrétienne, des « commissionnaires de Dieu ». Dieu, dira Charles Thibault (1887 : 34), les a jetés « comme une poignée d'étoiles » pour éclairer « les nations protestantes, plongées dans la mollesse, l'iniquité et le vice »<sup>1</sup>.

Pour ces missionnaires, certains font les rêves les plus fous. Ils émettent l'idée d'une patrie agrandie, dilatée, aux destinées guidées par la Providence. Ils entendent le jour où les deux factions du peuple canadien-français pourront se rejoindre, se donner la main, pour ne plus former qu'un seul peuple. « Dans cinquante ans, s'écrie Charles Thibault en 1887, notre fête nationale sera célébrée à Boston, alors probablement le centre du Canada français » (Thibault, 1887 : 33).

---

1. À la question « Qu'est-ce qu'un Canadien français ? » un participant à la huitième Convention des Canadiens français du Connecticut, tenue à Bridgeport en 1897, répond : « C'est un être que Dieu a créé et sur lequel il a veillé d'une manière toute spéciale, qu'il a dirigé par la main et auquel il a assigné une grande et noble mission » (Baribault, 1899 : 165).

Cette perception des Canadiens français et de leur rôle en Amérique commande la lecture messianique que les élites font de leur passé. Le Canadien français, cet être spécial, cet enfant de la France éternelle, ce descendant des Clovis, des Charlemagne, des Louis IX et des Jeanne d'Arc, des Vincent de Paul et des Bossuet, note Mgr L.-A. Paquet (1902 : 184-185), Dieu l'a dès l'origine préparé aux rôles glorieux de champion du Christ et de soldat de la Providence<sup>2</sup>. Sur le berceau de la colonie canadienne-française en effet, « la croix projette son ombre bienfaisante » (Roy, 1888 : 279). La France, qui découvre et peuple une large portion de l'Amérique septentrionale, a fait « de l'extension du royaume de Jésus-Christ le but premier de [ses] entreprises » (Paquet, 1902 : 189). Dieu permet, pour qu'elle puisse réaliser sa destinée, que la jeune colonie se recrute « parmi la classe laborieuse et pleine de foi des bonnes campagnes de France » (Roy, 1888 : 279). Il lui donne pour guide Mgr de Laval, « un de ces façonneurs de peuple » qui « frappa cette jeune nationalité d'un cachet indélébile ». Le grand évêque de Québec et ses successeurs « maintinrent dans les familles l'honnêteté et la simplicité chrétienne et par l'union intime du peuple avec les prêtres, ils en firent un peuple de commerçants honnêtes, de cultivateurs heureux, paisibles » (Hamon, 1878 : 4). Pour éviter à la colonie « les inénarrables malheurs de la France révolutionnaire impie et dégénérée », Dieu permet que la colonie change de maîtres et soit conquise par la protestante Angleterre (Thibault, 1880 : 8-9). Après la Conquête, en l'absence des nobles, des seigneurs, des soldats rentrés en France, le petit peuple reste seul pour combattre l'oppression, avec le clergé pour guide, comme si Dieu « eut voulu démontrer qu'il se chargerait seul de notre avenir national et religieux » (Thibault, 1881 : 5).

Comment croire dès lors que les Canadiens français qui émigrent en Nouvelle-Angleterre puissent être des lâches, des fainéants, des dévoyés, des déserteurs. C'est essentiellement la misère, la famine dans certains cas et l'incapacité des autorités québécoises à

---

2. « Ceux-là seuls peuvent en douter qui écartent des événements de ce monde la main de la Providence et abandonnent les hommes et les choses à une aveugle fatalité » (Paquet, 1902 : 184-185).

résoudre leurs problèmes qui les ont poussés à l'exil. Mais il y a plus. « Il faut, je crois, soutient Édouard Hamon (1891 : 5), regarder plus haut pour comprendre cette migration étrange ». C'est la divine Providence qui, dans ses insondables desseins, a créé sur les bords du Saint-Laurent des conditions économiques qui ont forcé un si grand nombre de Canadiens français à s'expatrier (Boivin, 1901 : 384). Dans les circonstances, certains vont même jusqu'à soutenir que lutter contre l'émigration « serait s'opposer aux destinées providentielles de notre nationalité en Amérique » (Lévesque, 1884 : 446).

Dans leurs luttes contre l'épiscopat irlandais et les « nativistes » américains, les élites franco-américaines invoquent souvent le passé. Là encore, le recours à l'histoire constitue une réponse au regard de l'Autre.

### **LES FRANCO-AMÉRICAINS ET L'ÉPISCOPAT « IRLANDO-AMÉRICAIN » – D'ÉTERNELS MÉCONTENTES ?**

« Pour les Canadiens émigrés, écrit l'abbé Charles Dauray (1884 : 165-166), de Woonsocket, R.I., [la paroisse] c'est la patrie... L'Église [y] est cette forteresse inexpugnable qui sauvegardera la foi ; les institutions religieuses sont les remparts puissants qui sauvegarderont notre nationalité en sauvegardant notre langue. » Le curé en est le personnage central et il est impératif, aux yeux des militants de la survivance, qu'il soit de la même nationalité que ses fidèles.

Dans l'ensemble, l'épiscopat de la Nouvelle-Angleterre se montre plutôt ouvert aux demandes des émigrés canadiens-français de créer des paroisses nationales<sup>3</sup> et d'y nommer des prêtres de leur nationalité. Leurs visées assimilatrices sont pourtant bien connues.

Les évêques s'inquiètent de l'arrivée de millions de catholiques allemands, canadiens-français, européens de l'Est et du Sud. Ils craignent que ces immigrants, démunis et pour la plupart ne parlant pas anglais, ne réveillent l'animosité des « nativistes » américains,

---

3. Une paroisse nationale ne dessert les catholiques que d'une seule nationalité. Le prêtre est canadien-français ou à tout le moins s'exprime parfaitement en français et tous les services sont offerts en français.

menaçant ainsi du même coup les acquis fragiles des dernières années. Ils favorisent donc leur assimilation, voulant faire d'une pierre deux coups : d'une part, faire la preuve que l'on peut être un bon citoyen américain tout en étant catholique ; d'autre part, éviter que les immigrants connaissent les difficultés qu'ont dû affronter leurs compatriotes irlandais durant la « croisade protestante » des années 1840 et 1850. Partisans, tantôt d'une assimilation rapide, tantôt d'une assimilation progressive et en douceur, les évêques « irlandais » refusent à l'occasion de créer des paroisses nationales, hésitent plus d'une fois à nommer des curés canadiens-français, tentent parfois, après quelques années, de remplacer ces derniers par des prêtres séculiers ou réguliers belges, français ou irlandais. Au XX<sup>e</sup> siècle, des évêques comme Louis Walsh, de Portland, et William Hickey, de Providence, en tentant de renforcer l'emprise du pouvoir diocésain sur les institutions paroissiales, vident les paroisses nationales de leur sens.

Tout cela apparaît menaçant aux élites qui voudraient recréer la patrie perdue en terre américaine. La lutte est inévitable. Entre 1884 et 1929, les Franco-Américains et les évêques s'affrontent dans de nombreuses et spectaculaires batailles, Fall River, Danielson, North Brookfield, Portland, Woonsocket étant les plus connues. Dans la panoplie des moyens utilisés par les leaders franco-américains, le recours à l'histoire figure en bonne place. Les élites font valoir que les paroisses nationales sont essentielles à la conservation de la foi de leurs compatriotes. L'histoire, disent-elles, le prouve. Considérons leur démonstration.

En arrivant aux États-Unis, les premiers Canadiens français vivent une situation difficile. En certains milieux dépourvus de prêtres catholiques, ils sont totalement privés des secours de la religion. Ailleurs, ils peuvent fréquenter les églises irlandaises, mais l'expérience n'est pas toujours heureuse. En effet, ils se sentent étrangers dans ces églises où la prédication et les prêches se font dans une langue qu'ils ne comprennent pas, où le curé ne peut les entendre en confession et ne saurait, comme au Québec, être leur conseiller et leur guide privilégié. Des traditions et des coutumes différentes dans la liturgie et la gestion des paroisses ajoutent à leur dépaysement.

Qu'arrive-t-il, demande-t-on, lorsque les émigrés canadiens-français se retrouvent avec des coreligionnaires d'une autre origine que la leur ? L'expérience démontre que beaucoup « cessent de fréquenter l'église régulièrement, et petit à petit ils glissent dans l'indifférence la plus complète » (Racine, 1896 : 5 ; Chandonnet, 1872 : 12). L'assimilation et l'apostasie suivent. Sur les deux ou trois cent mille émigrés canadiens-français qui se sont assimilés, « c'est à peine si un sur dix ont échappé au naufrage spirituel », écrit l'abbé D.-M.-A. Magnan en 1912. « L'anglicisation des Canadiens ne s'accomplit qu'à prix d'âmes » (Magnan, 1912 : 319).

Lorsque les évêques, s'élevant au-dessus des préjugés nationaux, permettent la création de paroisses nationales et en confient la direction à des prêtres zélés qui parlent leur langue et connaissent leurs mœurs, l'histoire montre que rien ne peut entamer la foi des Canadiens français (Racine, 1896 : 4). En effet, « partout où passe un prêtre canadien, la religion reprend son empire » (Thibault, 1871). Par contre, lorsque l'épiscopat, oubliant la prudence, prétend imposer à ses ouailles des prêtres qui ignorent leur langue ou sont hostiles à leurs traditions, « ils deviennent mécontents, insubordonnés, incontrôlables » (Racine, 1896 : 5). Les exemples de cette triste expérience ne sont que trop fréquents dans les annales de la Franco-Américanie.

Les élites reconnaissent que, si les évêques se décidaient à appliquer brutalement leur programme assimilateur, les Franco-Américains disparaîtraient peu à peu comme nation. L'épiscopat, disent-elles, aurait enfin cette unité de langue tant désirée, mais elle se manifesterait dans des temples déserts (Magnan, 1912 : 320-321). Pour s'en convaincre, on invite les évêques à considérer l'histoire de l'Irlande et de ses fils en Amérique. Parce qu'ils ont renoncé à leur langue et adopté l'anglais, une langue protestante, rappelle-t-on, « 35 ou 40 pour cent... des Irlandais ou descendants d'Irlandais sont aujourd'hui protestants » (Dupil, 1908 : 35). Aux États-Unis, les conséquences sont tout aussi désastreuses. J.-L.-K. Laflamme, qui lutte avec acharnement contre les visées assimilatrices de l'épiscopat, soutient qu'en 1902 il y a aux États-Unis environ 20 millions de personnes de naissance ou d'origine irlandaise. On n'y compte pourtant pas plus de 10 millions de catholiques. Si l'on déduit de ce

nombre quelques millions de catholiques allemands, polonais, italiens et canadiens-français, il ne reste que relativement peu de catholiques d'origine irlandaise (Laflamme, 1902 : 220). L'assimilation, demande Laflamme, qui a été si désastreuse pour ceux-là mêmes qui la prêchent, n'aboutirait-elle pas aux mêmes conséquences en ce qui concerne les Franco-Américains ?

Ce recours au passé a un but bien précis : convaincre l'évêque irlandais d'accueillir avec sympathie les revendications des émigrés canadiens-français et de leurs enfants. Refuser de le faire exposerait leur foi à des dangers très grands.

### VARIATIONS SUR UN MÊME THÈME

L'énumération des grandes batailles, qui ont opposé les deux camps dans une guerre apparemment sans merci (voir *supra*), laisse l'impression très nette que les Franco-Américains se sont battus contre les évêques 24 heures par jour, 365 jours par année. Là-dessus, les élites font l'unanimité. Leur lecture des faits diffère très nettement toutefois lorsqu'il s'agit de nommer les responsables. Pour les militants à tous crins de la survivance, les vilains sont les évêques ; pour les modérés, les méchants sont « les nationaux avant tout ». Les uns et les autres invoquent les leçons de l'histoire. Voyons les choses de plus près.

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les élites franco-américaines s'alarment devant les ravages de l'anglicisation : on parle de plus en plus anglais dans les familles, au travail, dans les loisirs ; on le tolère à l'église et dans les sociétés nationales ; on en veut davantage dans les écoles paroissiales. Et le phénomène va en s'aggravant.

Les militants radicaux<sup>4</sup> rendent les évêques responsables de la situation. Ils partent du postulat que la paroisse nationale et ses institutions sont les seuls remparts capables d'assurer la sauvegarde

---

4. Ce sont ceux qui ne croient possible d'assurer la survivance des traits distinctifs de la nationalité franco-américaine qu'en recréant le plus exactement possible le Québec français en Nouvelle-Angleterre et qu'en limitant à l'essentiel l'intégration à la société américaine.

des éléments distinctifs de la nationalité franco-américaine. Partout, en effet, où l'on trouve des paroisses nationales et où le clergé d'origine canadienne-française n'est pas soumis à un contrôle tatillon, les Franco-Américains s'épanouissent ; ailleurs, notamment dans les paroisses mixtes, ils s'anglicisent rapidement. Dans ces dernières, le curé est généralement d'origine irlandaise. Sous prétexte de vouloir être compris de tous, il ne parle le plus souvent qu'anglais à ses ouailles ; de même, il réduit à la portion congrue l'usage du français à l'école paroissiale. Or, qui impose le maintien des paroisses mixtes ? Qui refuse la création de paroisses nationales ? Qui prive les paroisses nationales de prêtres canadiens-français ? Qui y nomme des prêtres séculiers ou réguliers belges ou français, ou des prêtres d'origine irlandaise parlant français, les uns et les autres partisans de l'assimilation ? Les évêques.

Rien ou peu de ce qu'a fait l'épiscopat ne trouve grâce aux yeux de ces militants. Bien sûr, ils doivent reconnaître que les évêques ont autorisé la création de paroisses nationales beaucoup plus souvent qu'ils ne l'ont refusée. Très rarement de fait, les évêques ont répondu par une fin de non-recevoir absolue. Les statistiques à cet égard sont éloquentes : les évêques accordent 89 autorisations des origines à 1900, 61, de 1900 à 1930. Attention, disent les radicaux, on aurait tort de voir dans la création de 150 paroisses nationales et dans la présence de centaines de prêtres canadiens-français en Nouvelle-Angleterre, l'indice d'une attitude bienveillante de la part de l'épiscopat. C'est uniquement le fruit d'une lutte acharnée et sans trêve qu'ont menée les Franco-Américains et leurs élites. Et cette lutte, répètent-ils, aurait été encore plus fructueuse si l'épiscopat n'avait pu compter sur l'appui d'un nombre croissant de leaders franco-américains. Ces compatriotes qu'ils qualifient de « brûleurs de ponts », « d'opportunistes » et de « renégats », ce sont les partisans modérés de la survivance. Les leçons que ces derniers tirent de l'histoire sont bien différentes.

Disons tout d'abord que les modérés ne sont pas des assimilés. Fiers de leur langue, de leurs traditions et de leurs coutumes, ils sont prêts à bien des sacrifices pour les conserver. Comme les radicaux, ils déplorent que trop de leurs compatriotes, qui ont choisi de devenir Américains et qui souhaitent que leurs enfants profitent au



maximum des possibilités qu'offre la société américaine, s'anglicisent rapidement. Ils déplorent en particulier que, pour ces Franco-Américains, l'abandon de la langue française semble aller de soi. Ils constatent qu'un grand nombre de ces derniers envoient leurs enfants à l'école publique et plusieurs fréquentent les églises de paroisses territoriales parce qu'ils ne comprennent pas suffisamment le français.

Le vrai danger, soutiennent ces militants, vient non de l'évêque, mais du comportement des Franco-Américains eux-mêmes. Bien qu'ils prônent la vigilance, ils refusent de penser, comme le font les « fanatiques », que « tout ce qui est irlandais est mauvais ». Pour s'en convaincre, disent-ils, il suffit de considérer la situation sans préjugés : « Nous avons un clergé national... Nous avons des écoles paroissiales, des couvents, des académies dirigées par des religieux et religieuses venus de la province de Québec, nous avons de magnifiques paroisses disséminées partout. Toutes ces paroisses, toutes ces institutions, toutes ces œuvres nationales ont germé et fleuri sous la patronage et sous la direction des évêques irlandais », écrit *La Tribune* (Woonsocket, R. I.) du 28 avril 1927. « Mgr Hickey » – celui-là même que les radicaux ont combattu jusqu'à l'excommunication –, « depuis dix ans, a donné à toutes les institutions franco-américaines un essor et une vitalité qu'elles n'avaient jamais eues auparavant » (Foisy, 1928 : 421).

Les militants modérés ne sont cependant ni aveugles ni amnésiques. Il est vrai, reconnaissent-ils, que certains évêques croyaient à l'assimilation inévitable des émigrés canadiens-français et à la disparition de la langue française aux États-Unis. Il ne faut toutefois y voir « qu'une conviction et non le désir de prendre les moyens de faire mourir la langue française sur nos lèvres ». Ne convient-il pas de « les admirer beaucoup d'avoir établi tant de paroisses de langue française malgré cette conviction » (Foisy, 1928 : 21).

Si les deux groupes diffèrent autant dans leur lecture du passé, c'est qu'ils ne voient pas du tout l'avenir de leur communauté de la même façon. Pour lutter contre l'influence délétère du milieu, les radicaux proposent un programme fort simple : le français doit occuper la place prédominante dans la paroisse et ses institutions. Il doit

être la seule langue utilisée dans l'église et dans les sociétés nationales, et la langue dominante à l'école. Ce programme, qui n'est réalisable qu'à l'intérieur de la paroisse nationale, exige un resserrement des liens avec le Québec. Quant aux modérés, ils se demandent comment mieux préparer les jeunes à une vie pleine de promesses, tout en freinant et en renversant, si possible, le processus d'assimilation. Prétendre y arriver en imposant toujours plus de français et en invitant les élites à puiser au Québec inspiration, encouragement et directives, leur semble utopique. Il faut au contraire adapter la paroisse et ses institutions à la situation nouvelle. Un peu d'anglais à l'église y retiendra la jeunesse. La gratuité scolaire, jointe à un meilleur enseignement de l'anglais, à des programmes mieux adaptés au milieu et à des enseignants mieux formés, amènera davantage de parents à choisir l'école paroissiale pour leurs enfants. Enfin, la formation dans les institutions supérieures franco-américaines devrait préparer les étudiants les plus doués à mieux assumer leur rôle au sein du groupe qu'une éducation dans les collèges et couvents du Québec où on les envoie. C'est un projet qui invite à un relâchement des liens avec le Québec.

### « CHINOIS DES ÉTATS DE L'EST » OU AMÉRICAINS MODÈLES ?

De 1865 à 1880, les 100 000 Canadiens français qui gagnent la Nouvelle-Angleterre sont bien accueillis et même recherchés par les employeurs. Voilà sans doute qui convainc les émigrés que l'Américain moyen les tient en haute estime. « C'est là une pure illusion », écrit le jésuite Hamon (1891 : 35, 37). « Ce sont des bras pour le travail, lui il sera la tête. » Ils seront bien traités s'ils mènent une vie ordonnée, laborieuse, frugale et s'ils acceptent de se laisser américaniser. Quelquefois la condescendance fait place à l'inquiétude.

L'arrivée des Canadiens français s'inscrit dans une sorte de tourbillon qui, de 1860 à 1930, amène 32 699 599 étrangers aux États-Unis. Alors qu'au début les Anglais, les Allemands, les Scandinaves et les Irlandais constituent l'essentiel des arrivants, ce sont les Italiens et les Européens de l'Est qui, par la suite, fournissent les plus forts contingents. Pauvres et la plupart catholiques,

ils inquiètent et provoquent le ressentiment des Américains. C'est que l'industrialisation, l'urbanisation, avec son cortège de difficultés et de problèmes conflictuels, le chômage chronique, l'érosion des valeurs traditionnelles créent une profonde anxiété au sein de la population. La présence des immigrants est le signe le plus visible de ces transformations. Ceux qui ne peuvent rationaliser la situation n'hésitent pas à l'occasion, quand la tension est trop forte, à rendre les immigrants responsables des difficultés du présent et des nuages qui obscurcissent l'avenir ; ils en font des boucs émissaires.

Certains événements traumatisants, comme la guerre de 1914, accroissent considérablement le scepticisme d'un grand nombre d'Américains sur l'efficacité du *melting pot* pour transformer les immigrants en de véritables Américains. À moins que l'on n'y mette de la pression, croient-ils, trop de nouveaux venus resteront des *hyphenated Americans*, des Américains à trait d'union. Comme l'exprime Theodore Roosevelt en septembre 1917 : « Les événements des trois dernières années m'amènent à me demander, si au XX<sup>e</sup> siècle, nous allons demeurer une nation indépendante ou si nous allons devenir une énorme pension polyglotte dans laquelle des chasseurs de dollars de différentes nationalités se battront pour un salaire tout en jurant fidélité à un pays étranger » (Forget, 1946-1947 : 32).

C'eût été étonnant que les Canadiens français, qui constituent une partie importante des nouveaux arrivants, échappent aux mouvements de xénophobie qui secouent le pays. Surtout qu'au début on les présente comme des êtres vils, ignorants, pauvres, des marionnettes entre les mains d'un clergé contrôlé de l'étranger, comme des oiseaux de passage dont le comportement constitue une menace aux institutions du pays. Tous leurs efforts, affirment les anticatholiques, visent à assurer la survivance de la langue française, de la religion catholique et des us et coutumes de leur pays d'origine. C'est l'école paroissiale qui leur semble l'instrument par excellence pour y arriver, d'où la lutte implacable qu'ils mènent contre l'école publique. Le prêtre catholique est « l'ennemi impitoyable de la civilisation protestante américaine », l'école paroissiale, « une menace aux institutions républicaines » et « l'obstacle le plus sûr à l'unification des deux races en Nouvelle-Angleterre » (Wade, 1950 :

182). Seule l'obligation de fréquenter l'école publique et une vaste campagne d'évangélisation peuvent libérer les émigrés canadiens-français de la domination du prêtre et assurer leur bonheur en même temps que la prospérité et la sécurité du pays. En 1888 à Haverhill, Massachusetts, et après la guerre de 1914, des poussées de xénophobie menacent les écoles paroissiales et l'enseignement du français. On demande aux émigrés canadiens-français et à leurs enfants de s'américaniser à 100 %.

Par ailleurs, parce qu'ils se satisfont de peu, les Franco-Américains provoquent l'ire des ouvriers qui les accusent de faire baisser les salaires et d'être les instruments dociles des patrons. La colère des ouvriers épouse d'ordinaire les fluctuations de la conjoncture économique. Durant les années de crise, beaucoup d'entre eux perdent leur emploi ou voient diminuer leurs revenus en raison de la réduction des heures de travail et des baisses de salaires décrétées par les patrons. C'est ce qui se produit de 1873 à 1879. Obligés de s'endetter, les ouvriers attendent le retour de la prospérité pour retrouver leur emploi ou récupérer les pertes de salaires. C'est pourquoi, quand des dizaines de milliers de Canadiens français, apprenant la réouverture des manufactures, traversent la frontière à la recherche d'un emploi en 1880, 1881 et 1882, acceptent des salaires réduits et agissent comme briseurs de grèves, ils provoquent la colère des ouvriers qui les accusent d'être des oiseaux de passage, d'exploiter leurs enfants, d'être les « Chinois des États de l'Est » et d'être un obstacle à l'obtention de conditions de travail décentes. Ce scénario se reproduit, avec moins d'intensité parfois, toutes les fois qu'après une récession les Canadiens français reprennent massivement le chemin de la Nouvelle-Angleterre (1886-1888, 1892-1894, etc.).

Comment les Franco-Américains réagissent-ils à ce regard que divers groupes d'Américains portent sur eux ? Tous ressentent cruellement le mépris, l'antipathie profonde et l'agressivité dont ils sont victimes. Ces formes de rejet renforcent chez plusieurs un vif sentiment d'infériorité. N'ont-ils pas constaté, en entrant aux États-Unis, comme le souligne Edmond de Nevers (1900 : 36-37), dans *L'âme américaine* « que tout ce qui est américain et de langue anglaise est supérieur et par contre, que tout ce qui n'est pas

américain est inférieur ». Leur choix est fait : ils veulent devenir Américains, se hisser au niveau de leurs hôtes ; ils s'assimilent rapidement.

Quant aux élites, elles rejettent avec la dernière énergie l'image méprisante que leur renvoient les xénophobes américains. C'est qu'elles craignent que cette image n'amène certains législateurs à se faire les champions d'une politique d'immigration restrictive et d'assimilation agressive. Dans leur plaidoyer se mêlent une vigoureuse réfutation des accusations portées contre les Franco-Américains, un appel au secours à l'histoire et un regard incertain sur l'avenir.

Chaque fois qu'ils sont la cible des xénophobes, les élites protestent avec indignation, vantent les réalisations des Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre (églises, écoles, sociétés, journaux) et leur participation à la vie de la région. Parce qu'ils sont des ouvriers habiles, consciencieux et laborieux et qu'ils manifestent une loyauté sans faille aux institutions et aux lois du pays, les Franco-Américains, répètent-elles, méritent le respect de leurs concitoyens américains. En même temps qu'elles protestent et se justifient, les élites invitent leurs compatriotes à montrer aux Américains que leur attachement à la langue française n'altère en rien leur dévouement à la république américaine. Par-dessus tout, elles leur recommandent de se faire naturaliser. Car, pour l'Américain, la naturalisation est l'épreuve ultime qui permet de juger de la volonté d'un immigrant de s'assimiler à la société américaine. Il voit ce geste « comme le symbole d'une conversion – l'immigrant renonce non seulement à sa loyauté envers un autre gouvernement mais aussi à son identité nationale afin d'en adopter une autre – la nationalité américaine » (Petrin, 1983 : 146).

Les élites invitent les Américains qui auraient tendance à refuser aux Franco-Américains leur respect et leur affection à considérer le passé. Ils verront qu'ouvriers laborieux, consciencieux, habiles, ils ont été l'un des principaux éléments de la prospérité des intérêts industriels (Gagnon 1881 : 169). Ils verront « qu'ils représentent au sein de la grande république, une race qui, au jour du danger, fut le plus ferme appui aux institutions américaines » (Magnan, 1912 : 185). Ils sont en effet de la race des grands explorateurs et bâtisseurs

comme La Salle, Jolliet, Nicolet, Lamothe Cadillac, Salomon Juneau, Vital Guérin (Roby, 1990 : 195), de la trempe des héros de la révolution américaine, Lafayette et Rochambeau, du même sang que les 40 000 braves tombés sur les champs de bataille durant la guerre de Sécession (*Le National*, 1893 : 4) et que les milliers d'autres qui ont donné leur vie durant les guerres hispano-américaines et de 1914. Les cendres de ces héros, le sang de ces soldats « ne seraient-ils pas des titres suffisants pour nous garantir à jamais le titre de citoyens américains et nous donner quelque droit à l'hospitalité généreuse qui nous a été accordée en ce pays » (Dubuque, 1891 : 5). « Nous ne sommes donc pas étrangers ici, s'exclame Edmond Mallet (1888 : 277), et si jamais il arrive que tous les habitants de cette terre américaine doivent sacrifier leur vie pour soutenir haut et ferme le drapeau étoilé, soyez sûr que le dernier mort sera un Canadien. » Pourquoi faudrait-il alors, répètent les élites avec un air de défi, que des descendants de la France, dont les pères ont participé à la colonisation du territoire américain et l'ont défendu de leur sang, soient encore obligés de fournir des preuves de leur loyauté et de quémander une place au sein de ce pays ? Aux Américains qui croient à la théorie selon laquelle « le trait d'union est incompatible avec le patriotisme », *L'Avenir national* (1915 : 6), de Manchester, rappelle malicieusement que Lafayette, Rochambeau et Pulaski, ces héros qui ont combattu et offert leur vie pour l'indépendance américaine, n'étaient pas des *just plain real Americans*, mais que le traître Benedict Arnold en était un.

C'est une erreur tragique, soutiennent les leaders franco-américains, que commettent les États-Unis en tentant de fondre toutes les nationalités qui les composent en un *melting pot* qui fait fi des diverses personnalités nationales. Ils prônent le pluralisme culturel et soutiennent qu'on peut être un excellent Américain tout en conservant sa langue, sa religion et des traits essentiels de sa culture d'origine. « Laissons donc aux générations futures ou plutôt à l'action économique de la Providence, déclare l'abbé Jean-Roch Magnan (1893 : 321), la tâche d'amalgamer lentement et naturellement les races de ce continent en un peuple ou en des peuples nouveaux [...] La question du présent, c'est de promouvoir l'unité dans la diversité et la variété. »

C'est pour mettre en lumière « la part exacte qui revient à la langue française dans l'évolution et la formation du peuple américain » que quelques personnes férues d'histoire fondent la Société historique franco-américaine, le 4 septembre 1899 (Roby, 1990 : 195-196). Ici toutefois, c'est surtout à l'intention des Franco-Américains que l'on invoque le passé, « le passé [qui] est le grand instituteur de l'avenir », écrivait Ferdinand Gagnon (1883 : 226).

« Soyons toujours fiers de notre origine, s'exclamait le même Ferdinand Gagnon, dès 1879 à Worcester, Mass., et n'allons jamais courber la tête devant l'étranger [...] Nos ancêtres nous ont légué un passé sans tache, admirable et héroïque, par leur esprit religieux et civilisateur, ils nous ont acquis un droit de cité sur tout le continent américain » (Gagnon, 1879 : 148). Parce qu'ils sont fils de la France et du Canada français, les Franco-Américains doivent se considérer chez eux dans le pays qui a été arrosé du sang de leurs martyrs et de leurs pionniers (Boivin, 1904 : 148). Aucune nationalité n'a fait autant qu'eux pour la république américaine. « De fait, il n'est peut-être pas une étoile de la grande constellation américaine qui ne vous doive de son éclat et de sa splendeur », rappelle Joseph Tassé aux délégués franco-américains lors des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal en 1884 (Charette, 1884 : 204). Voilà les faits de l'histoire. « Nous ne sommes pas des émigrés [...] Nous ne sommes pas des « foreigners » [...] Nous avons ici des droits acquis par nos ancêtres » (*L'Avenir national*, 1916 : 6).

En Nouvelle-Angleterre même, que de progrès accomplis par les Canadiens français et leurs descendants, ne cessent de répéter les élites. Il y a 40 ans à peine, souligne en 1901 F.-X. Belleau, de Lewiston (p. 479), « Tous, hommes, femmes et enfants, ne connaissaient que le chemin qui mène à la manufacture ». Depuis, ils ont marché à pas de géants, s'y sont taillé une place honorable et enviable et peuvent subir la comparaison avec n'importe qui. Ils ont fondé des centaines de paroisses, construit des églises qui sont de véritables basiliques, érigé des collèges, des couvents, des écoles et des institutions de toutes sortes qui témoignent de leur vitalité (Boivin, 1904 : 147). Les fils des humbles émigrés d'hier sont entrés dans la grande route des honneurs et du succès. Ainsi l'État du Rhode Island s'est donné un Franco-Américain, Aram-J. Pothier, pour

gouverneur ; Mgr Georges-Albert Guertin a occupé le siège épiscopal de Manchester ; le juge Hugo-A. Dubuque a fait honneur à la magistrature américaine ; dans les sports, Napoléon Lajoie, surnommé le *Big Frenchman* a ébloui les amateurs de baseball professionnel par son talent. Et ce n'est là que la pointe de l'iceberg, proclame-t-on fièrement. Voilà ce qu'enseigne l'histoire. Les Franco-Américains sont les dignes fils des héros qui ont arrosé et fertilisé le sol américain de sang français (*Le Philanthrope*, 1892 : 3).

C'est ce passé, lointain et récent, que les élites des années 1930, inquiètes des progrès de l'assimilation, vont proposer comme nourriture de l'âme franco-américaine.

## L'HISTOIRE ET L'ÂME FRANCO-AMÉRICAINNE

Durant les années 1930, plusieurs chefs de file franco-américains commencent à s'interroger sur les chances de survie de la Franco-Américanie. L'anglicisation fait des ravages inquiétants. Le comportement des jeunes surtout inquiète : au foyer, à l'école, à l'usine, dans la rue, partout, ils utilisent l'anglais de préférence au français. La langue française qu'ils négligent leur échappe peu à peu. « Ce qui est certain, affirme l'abbé Hormidas Hamelin en 1930, c'est que le nombre de ceux qui ne parlent que l'anglais, est très considérable et qu'il va en augmentant d'année en année et rapidement » (Hamelin, 1930 : 185). Le réseau institutionnel – cela est plus grave – semble de moins en moins capable d'assurer la sauvegarde des éléments distinctifs de la nationalité franco-américaine. Des paroisses nationales, sous la pression des événements, se transforment en paroisses mixtes. Ailleurs, comme à Saint-Joseph de Burlington, la situation est telle que les curés demandent à leur évêque l'autorisation de prêcher en anglais. Ils allèguent que beaucoup de leurs paroissiens ne comprennent plus suffisamment le français. En beaucoup d'endroits, les écoles paroissiales n'enseignent guère plus de français que les écoles publiques. La presse d'expression française vit des heures sombres. Les Franco-Américains, qui publiaient 43 périodiques en 1912, n'en publient plus que 25 en 1937, et c'est à peine si tous les journaux réunis comptent 50 000 abonnés. Quant aux sociétés nationales, pas plus



de 10 % de la population franco-américaine en fait partie. Certaines de ces sociétés qui permettent l'usage de l'anglais dans leurs assemblées ne sont pas d'une grande utilité dans la lutte contre l'assimilation.

La crise de 1929 est largement responsable de cette dégradation. En raison des difficultés économiques, les États-Unis ont quasiment fermé leurs frontières à l'immigration, privant ainsi les communautés franco-américaines de l'apport vivifiant de nouvelles recrues. La crise enlève aussi aux paroisses, aux écoles, aux journaux et aux sociétés nationales des revenus essentiels.

Bien des membres de l'élite succombent à l'ambiance assimilatrice et demeurent à l'écart de la lutte pour la survivance. Ils ne se disent Franco-Américains que lorsqu'ils se présentent dans l'arène politique ou qu'ils recherchent la clientèle de leurs compatriotes. Les prêtres franco-américains n'épousent pas la cause nationale avec autant de ferveur que leurs devanciers originaires du Québec. « La théorie de la langue gardienne de la foi [...], déplore Josaphat Benoit, ne compte pas assez d'apôtres dans les rangs du clergé franco-américain » (Benoit, 1935 : 187). Ils n'ont pas toujours le choix puisqu'un nombre grandissant de leurs jeunes paroissiens ne peuvent plus se confesser en français et sont incapables de comprendre les instructions dominicales dans la langue de leurs parents. Les religieuses enseignantes adoptent souvent une attitude semblable. Elles y sont contraintes, explique Hormidas Hamelin (1930 : 179), car « l'école bilingue prépare les jeunes à passer du français à l'anglais sans s'en apercevoir, tout naturellement ». C'est cette dernière situation qui inquiète le plus les partisans de la survivance. Qu'arrivera-t-il en effet quand la génération qui pousse ne saura plus le français ? Les prêtres se trouveront dans l'obligation de prêcher en anglais, les journaux disparaîtront faute de lecteurs et les sociétés mutuelles périront. Ce qui se produit déjà ici et là se généralisera dans toute la Franco-Américanie.

La situation est-elle sans espoir ? Beaucoup le croient. Plusieurs, malgré tout, gardent foi dans l'avenir et invitent leurs compatriotes, les jeunes en particulier, à un véritable renouveau. Ils croient essentiel d'insuffler une vie nouvelle aux institutions

nationales et rêvent d'un programme d'action, d'une croisade, capable d'inculquer à la jeunesse le culte des souvenirs, la fierté nationale et le militantisme des aînés. Dans ce programme, l'histoire joue un rôle capital. Car « un peuple vit en somme des forces morales qui s'alimentent aux sources du passé ; c'est là qu'il puise le secret et l'unité de son âme nationale » (Benoit, 1935 : 70).

On ne peut admirer, imiter ce qu'on ignore. Il faut donc apprendre aux jeunes que les découvreurs, les explorateurs, les pionniers, les missionnaires de leur nationalité ont joué un grand rôle dans l'histoire des États-Unis et qu'ils ne sont pas des intrus dans ce pays, des orphelins sans histoire. La génération montante doit savoir que la langue française les « rattache à tout un ensemble de mœurs, de croyances, de traditions et surtout à un passé glorieux » (Dufault et Désautels, 1938 : 261), « que le Québec, berceau de nos pères, n'est pas un pays arriéré » (Verrette, 1948 : 257). Par l'étude de l'histoire, « de la traînée de flamme qui va de Clovis à Jeanne d'Arc, à Champlain, à Montcalm, à Lafontaine, à Ferdinand Gagnon, à Mgr Hévey, à Mgr Dauray, à Mgr Prévost », elle saura ce que c'est que d'être de race française (Verrette, 1938 : 44)<sup>5</sup>. « Nous n'aurons plus l'audace d'exiger d'eux, déclare Rodolphe Pépin (1938 : 140), qu'ils soient fiers des ancêtres, qu'ils ne connaissent guère et dont on ne leur a jamais parlé. »

Comment les élites s'y prennent-elles pour inculquer ce culte du souvenir à la jeunesse ? Pour répondre à cette question -- de façon rudimentaire, vu l'état de la recherche --, considérons le programme que propose aux Franco-Américains de Manchester, le journal *L'Avenir national*. Même si certains éléments de ce programme font sourire, il étonne par la diversité des moyens préconisés.

C'est d'abord aux enfants des écoles que pense le journal. Il invite les instituteurs et les institutrices à enseigner l'histoire nationale, c'est-à-dire franco-américaine, et à organiser des concours d'histoire, avec récompenses en argent, en se servant du *Catéchisme d'histoire franco-américaine*. Il s'agit d'une petite brochure d'à peine 50 pages publiée par Josaphat Benoit en 1938 et qui, en 12 leçons

---

5. L'auteur cite ici un extrait de la brochure de A. Dugré, s.j., *Notre survivance française*.

de 25 questions et réponses brèves, relate les principaux événements du fait français en Amérique<sup>6</sup>. Pour rappeler tous les jours aux élèves ce qu'ont fait les héros français de l'Amérique du Nord et imprimer dans leur mémoire et leur imagination les gestes des aïeux, le journal demande que l'on accroche aux murs des classes, les calendriers du frère Wilfrid, f.s.c., de Central Falls, et que l'on fasse acheter ses cahiers historiques. Le 24 mai de chaque année, les écoles sont invitées à célébrer la fête de Dollard, « le Cid canadien-français » (Benoit, 1940 : 4), et des héros du Long-Sault. En leur mettant sous les yeux l'exemple de jeunes gens qui ont tout sacrifié pour sauver la Nouvelle-France, on aura « la consolation de voir surgir à tout instant et partout à la fois, des successeurs de Dollard... qui montent la garde autour de nos institutions » (*L'Avenir national*, 1938 : 4).

*L'Avenir national* invite parents et enseignants à organiser des concours de la chanson française et à encourager l'œuvre des *Cahiers de la bonne chanson* de l'abbé Gadbois. Car,

c'est l'histoire de la nation canadienne-française qui vit dans les chansons du terroir ; [...] c'est un résumé complet des symboles, des traditions, des idéals de la race, d'un passé toujours actuel et toujours nouveau que raniment ces couplets et qui montent de nos cœurs à nos lèvres, quand nous chantons la bonne chanson [...]

Sans la chanson, il n'est point d'éducation nationale complète [...] C'est l'âme des ancêtres et les espoirs de leurs descendants, c'est tout le passé glorieux, le présent réaliste et l'avenir gros de promesses que renferment les couplets et les refrains de la bonne chanson canadienne-française (*L'Avenir national*, janvier 1939 : 4).

Dans son langage coloré, Yvonne Le Maître ajoute : « Si vous enseignez à votre enfant l'exquise Paimpolaise de Botrel, vous lui avez appris quelque chose de si différent de « *I Can't Give you Anything But Love, Baby* » que son entité physique, son âme, son moi, en sera autre » (Le Maître, 1941 : 2).

Pour alimenter la fierté nationale chez les jeunes, *L'Avenir national* suggère enfin que l'on célèbre avec éclat la Saint-Jean-

6. Chaque semaine, l'émission radiophonique *L'Heure Française* de Manchester et le journal *L'Avenir national* reprennent les leçons du catéchisme à l'intention des adultes en les complétant et en les détaillant.

Baptiste et les anniversaires (dixième, vingt-cinquième, cinquantième) des diverses institutions paroissiales. En assistant aux défilés de la fête nationale, ils verront repasser sous leurs yeux toute la vie de la nation franco-américaine, l'exceptionnelle contribution de l'élément français à la vie nord-américaine (*L'Avenir national*, avril 1939 : 1). Quant aux commémorations des divers événements et dates marquantes du passé franco-américain, elles permettront à la jeunesse de faire le point, les révéleront à eux-mêmes et leur inspireront, espère-t-on, une inébranlable fidélité aux œuvres des fondateurs. La génération

qui présentement bénéficie des largesses de ses devanciers, saurait-elle rester indifférente à de si nobles exemples ? Nous qui avons bénéficié des largesses de nos pères, doivent-ils se dire, pouvons-nous ne pas suivre le sentier battu par les fondateurs, ne pas arroser et agrandir le sillon par eux tracé ? [...] Leurs sacrifices n'appellent-ils pas nos sacrifices ? [...] Le flambeau qu'ils ont allumé, n'allons-nous pas l'entretenir ? Ces nobles traditions, à nous léguées, ne trouveront-elles pas écho dans nos âmes ? [...] Allons-nous passer à nos enfants un si bel héritage, après l'avoir laissé s'amoindrir ? (Ramsay, 1940 : 4).

\* \* \*

Que retenir de tout cela ? Deux choses en particulier.

– « À chaque usage du passé, en somme, correspond une finalité » (Mathieu et Lacoursière, 1991 : 12). C'est pour confondre les élites québécoises que l'on propose une lecture messianique du passé québécois, pour convaincre l'épiscopat irlandais que l'on dépeint les risques de l'assimilation des catholiques franco-américains, pour susciter l'enthousiasme de la jeunesse franco-américaine que l'on invoque les grandeurs du fait français en Amérique.

– Le recours au passé est le résultat d'un processus complexe. Revenons en arrière. Les Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre étaient-ils des dévoyés, des déserteurs ou des missionnaires au service d'une grande et noble cause ? Les Franco-Américains étaient-ils d'éternels mécontents ou des catholiques sans reproche, des voleurs de jobs, des *hyphenated Americans* ou des citoyens modèles ? Pour l'historien, il s'agit là d'images, de perceptions. Pour les Québécois, les évêques « irlandais », les « nativistes »

américains et les élites franco-américaines, il ne s'agit pas d'images, mais de réalités dont l'importance est considérable. Elles commandent la lecture que les uns et les autres font de leur histoire passée, présente et à venir. Dans cette lecture, le passé, le présent et l'avenir agissent l'un sur l'autre. Chaque génération interroge le passé en tenant compte des préoccupations du présent. La façon dont une société imagine son avenir influe à son tour sur sa vision du passé. Ainsi, à titre d'exemple, la lecture que les élites font des ravages de l'assimilation parmi leurs compatriotes et qui les font douter des chances de survie de la Franco-Américanie les amène à proposer une histoire embellie du fait français en Amérique.

## Bibliographie

- Baribault, Arthur (dir.) (1899), *Congrès nationaux. Histoire et statistiques des Canadiens-Américains du Connecticut, 1885-1898*, Worcester, Imprimerie de l'Opinion publique.
- Belleau, F.-X. (1901), « Notre situation religieuse ; ce qu'elle est ; ce qu'elle devrait être ; mesures à prendre pour l'améliorer », cité dans « Rapport officiel de la 19<sup>e</sup> Convention nationale des Canadiens-Français des États-Unis, Springfield, Mass. » dans Félix Gatineau (dir.), *Historique des conventions générales des Canadiens-Français aux États-Unis, 1865-1901*, Woonsocket, USJBA, 1927, p. 477-482.
- Benoit, Josaphat (1935), *L'âme franco-américaine*, Montréal, Albert Lévesque.
- Benoit, Josaphat (1940), « Dollard ou Tarzan », *L'Avenir national*, 24 mai, p. 4.
- Boivin, Charles-Édouard (1901), « Nos sociétés de bienfaisance », discours prononcé en 1901 à la Convention nationale des Canadiens français des États-Unis tenue à Springfield, dans Félix Gatineau (dir.), *Historique des conventions générales des Canadiens-Français aux États-Unis, 1865-1901*, Woonsocket, USJBA, 1927, p. 383-396.
- Boivin, Charles-Édouard (1904), « La presse française des États-Unis », *La Revue canadienne*, XLVII, p. 142-149.
- Chandonnet, Thomas-Aimé (1872), *Notre-Dame des Canadiens et les Canadiens aux États-Unis*, Montréal, Desbarats.
- Charette, P.-P.-H. (dir.) (1884), *Noces d'or de la Saint-Jean-Baptiste. Compte rendu officiel des fêtes de 1884 à Montréal*, Montréal, Typ. du journal *Le Monde*.
- Dauray, Charles (1884), « [Discours de l'abbé Charles Dauray, au banquet national, 27 juin] », dans P.-P.-H. Charette (dir.), *Noces d'or de la Saint-Jean-Baptiste. Compte rendu officiel des fêtes de 1884 à Montréal*, Montréal, Typ. du journal *Le Monde*, p. 161-167.
- Dupil, Charles (1908), « L'anglicisation et ses luttes d'après l'histoire du Canada », *La Revue franco-américaine*, 2,1 (novembre), p. 22-40.
- Dubuque, Hugo (1891), « Les Canadiens des États-Unis », discours prononcé au banquet en l'honneur de Wilfrid Laurier, Boston, Mass., le 17 novembre, dans R. Santerre (dir.), *Littérature franco-américaine de la Nouvelle-Angleterre. Anthologie*, 3, 1980, p. 2-7.
- Dufault, Wilfrid, et Armand Désautels (1938), « L'esprit français dans nos écoles paroissiales de la Nouvelle-Angleterre », dans Adrien Verrette (dir.), *La croisade franco-américaine*, Manchester, *L'Avenir national*, p. 261-267.
- Foisy, Albert (dir.) (1928), *Histoire de l'agitation sentinelliste dans la Nouvelle-Angleterre, 1925-1928*, Woonsocket, La Tribune Publishing Co.
- Forget, Ulysse (1946-1947), « Les Franco-Américains et le *melting pot* », *Bulletin de la Société historique franco-américaine*, p. 32-49.
- Gagnon, Ferdinand (1879), « La Saint-Jean-Baptiste », discours prononcé le 24 juin, à Worcester, Mass., dans Malvina-E. Martineau (dir.), *Ferdinand Gagnon. Biographie, éloge funèbre, pages choisies*, Manchester, 1940, p. 142-152.

- Gagnon, Ferdinand (1881), « Plaidoyer patriotique en faveur des Canadiens de la Nouvelle-Angleterre et de l'État de New York, à l'audience-enquête tenue à Boston, le 25 octobre », dans Malvina-E. Martineau (dir.), *Ferdinand Gagnon. Biographie, éloge funèbre, pages choisies*, Manchester, 1940, p. 157-171.
- Gagnon, Ferdinand (1883), « Le 25 juin 1883 à Worcester, Mass. », dans Malvina-E. Martineau (dir.), *Ferdinand Gagnon. Biographie, éloge funèbre, pages choisies*, Manchester, 1940, p. 220-232.
- Hamelin, Hormidas (1930), *Lettres à mon ami sur la patrie, la langue et la question franco-américaine*, s.l., s.é.
- Hamon, Édouard (1878), *L'Église et l'État. Discours prononcé à l'église St. Jean-Baptiste de Québec le 24 juin 1878, à l'occasion de la fête patronale de la Société Saint-Jean-Baptiste*, Québec, Imprimerie du Canadien.
- Hamon, Édouard (1891), *Les Canadiens-Français de la Nouvelle-Angleterre*, Québec, N.S. Hardy.
- Laflamme, J.-L.-K. (1902), « Les Canadiens aux États-Unis », *La Revue canadienne*, XLII, p. 211-221.
- L'Avenir national* (1915), « Hyphenated Americans », 6 juillet.
- L'Avenir national* (1916), « Belle conférence de mtre J.-A. Lachance, salle St-Georges », 3 avril, p. 6.
- L'Avenir national* (1938), « Fête vraiment inspiratrice », 25 mai, p. 4.
- L'Avenir national* (1939), « La bonne chanson », 18 janvier, p. 4.
- L'Avenir national* (1939), « Une fête notable », 26 avril, p. 1.
- Le Maître, Yvonne (1941), « Grand ralliement à Lowell », *L'Étoile*, reproduit dans *Le Travailleur*, Worcester, 13 mars, p. 2.
- Le National* (1893), « Fanatiques à l'esprit étroit », 5 janvier.
- Le Philanthrope* (1892), « Discours du dr J.-L. Fortier, de Waterville, à la convention de Biddeford, Me (1892) », 1, 2 (août), p. 3.
- Lévesque, D.-C. (1884), « Discours de l'abbé D.-C. Lévesque à la 4<sup>e</sup> séance du Congrès national », dans P.-P.-H. Charette (dir.), *Noces d'or de la Saint-Jean-Baptiste. Compte rendu officiel des fêtes de 1884 à Montréal*, Montréal, Typ. du journal *Le Monde*, p. 430-447.
- Magnan, D.-M.-A. (1912), *Histoire de la race française aux États-Unis*, Paris, Librairie Vic et Amat.
- Magnan, Jean-Roch (1893), « Notre position sociale aux États-Unis », discours prononcé à la 18<sup>e</sup> Convention tenue à Chicago, dans Félix Gatineau (dir.), *Historique des conventions générales des Canadiens-Français aux États-Unis, 1865-1901*, Woonsocket, USJBA, 1927, p. 318-325.
- Mallet, Edmond (1888), Dans compte rendu officiel de la 17<sup>e</sup> Convention nationale des Canadiens-Français des États-Unis, tenue à Nashua, N. H., 1888, dans Félix Gatineau (dir.), *Historique des conventions générales des Canadiens-Français aux États-Unis, 1865-1901*, Woonsocket, USJBA, 1927, p. 277-278.
- Mathieu, Jacques, et Jacques Lacoursière (1991), *Les mémoires québécoises*, Sainte-Foy, PUL.
- Nevers, Edmond de (1900), *L'âme américaine*, Paris, Jouve et Boyer.
- Paquet, L.-A. (1902), « Sermon sur la vocation de la race française en Amérique, prononcé près du monument Champlain à l'occasion des noces de diamant de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec le 23 juin 1902 », dans L.-A. Paquet, *Discours et allocutions*, Québec, Imprimerie

- franciscaine missionnaire, 1915, p. 181-202.
- Pépin, Rodolphe (1938), « Les amitiés françaises en Amérique », dans Adrien Verrette, *La croisade franco-américaine*, Manchester, L'Avenir national, p. 137-140.
- Petrin, Ronald A. (1983), « Ethnicity and Political Pragmatism. The French Canadians in Massachusetts, 1885-1915 », Thèse de Ph. D., Clark University.
- Racine, Antoine (1896), *Mémoire sur la situation des Canadiens-Français aux États-Unis de l'Amérique du Nord*, Rome, Imprimerie A. Befani.
- Ramsay, Louis-A. (1940), « 25 ans de vie paroissiale », *L'Avenir national*, 15 janvier, p. 4.
- Roby, Yves (1990), *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930*, Sillery, Septentrion.
- Roy, Édouard (1888), « Les destinées du peuple canadien », *La Revue canadienne*, XXIV, p. 276-282.
- Thibault, Charles (1871), « Les Canadiens aux États-Unis », *L'Opinion publique*, Montréal, 4 mai.
- Thibault, Charles (1880), *Hier, aujourd'hui et demain. Origines et destinées du peuple canadien*, Montréal, s.é.
- Thibault, Charles (1881), *Panegyrique du Rév. Ed. Crevier, v.g., prononcé à la distribution des prix du Petit Séminaire de Sainte-Marie-de-Monnoir, le 30 juin 1881*, Montréal, s.é.
- Thibault, Charles (1887), *Le double avènement de l'Homme-Dieu ou les deux unités politiques et religieuses des peuples. Discours prononcé à la célébration de la Saint-Jean-Baptiste, à Waterloo, le 28 juin 1887*, Montréal, s.é.
- Verrette, Adrien (dir.) (1938), *La croisade franco-américaine*, Manchester, L'Avenir national.
- Verrette, Adrien (1948), « Au service d'une survivance », dans Antoine Clément (dir.), *L'Alliance française de Lowell, 1937-1947*, Manchester, L'Avenir national, p. 245-259.
- Vicero, Ralph (1968), « Immigration of French-Canadians to New England, 1840-1900 : a Geographical Analysis », Thèse de Ph. D., University of Wisconsin.
- Wade, Mason (1950), « The French Parish and Survivance in Nineteenth-Century New England », *The Catholic Historical Review*, XXXVI, (juillet), p. 163-189.